

production dans le secteur privé.

— Le Canada pourra consentir chaque année au Caricom \$1 million à des taux très concessionnels dans le cadre de ses crédits de coopération industrielle de façon à permettre l'embauche d'experts canadiens qui collaboreraient à la planification et à l'application des programmes de développement industriel.

— A la demande du Caricom, le Canada est disposé à détacher, pour une période maximale de trois ans, un haut fonctionnaire canadien auprès du bureau conjoint Canada/Caricom pour la coopération industrielle.

— Le Canada accepte de même de participer au financement de solutions de rechange aux actuels problèmes énergétiques en commandant des études et en appuyant les sociétés canadiennes qui disposent des technologies appropriées pour vérifier, démontrer et transférer ces techniques dans les Caraïbes.

— Le Canada offre également d'aider le Caricom dans le domaine de l'automatisation, et notamment dans celui de l'utilisation des mini- et micro-ordinateurs, par des études de coopération industrielle et des transferts de technologie.

— Nous sommes disposés à faire beaucoup plus pour accroître la contribution essentielle du secteur privé aux objectifs de notre coopération commerciale et économique. Nous apprécions la participation de 45 hommes d'affaires canadiens et de 25 de leurs homologues antillais aux rencontres de promotion financière de l'Association canadienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et de l'Association de l'Industrie et du Commerce pour les Caraïbes, et j'espère pouvoir recueillir leurs observations à la fin de ces réunions conjointes. Le programme canadien de coopération industrielle est prêt à contribuer à l'établissement de nouvelles relations mutuellement avantageuses.

Besoins en matière de sécurité

En ce qui concerne les besoins de la région en matière de sécurité, de nouveaux programmes seront offerts. Par exemple:

— Le Canada est disposé à offrir au Caricom ou à certains de ses membres une formation en planification civile d'urgence (en cas de catastrophes comme des ouragans, des éruptions volcaniques, des déversements d'hydrocarbures et des épidémies).

— Le Canada est disposé à accepter un accroissement modeste du nombre des candidats qui recevront une formation militaire et policière selon le nombre de places disponibles dans les institutions canadiennes.

— Un nombre modeste de candidats à une formation en garde côtière sera accepté aux écoles du ministère des Transports en fonction du nombre de places disponibles.

Mes chers collègues, le gouvernement canadien, par l'entremise de ses bureaux dans les Caraïbes et par des échanges directs accrus, a décidé d'intensifier le niveau des consultations avec les gouvernements, les États et les institutions de la région sur l'un